Aux frontières de l'Autre : territoire et appartenance en question (introduction)

Grégoire Schlemmer, Odile Hoffmann

▶ **To cite this version:**

Grégoire Schlemmer, Odile Hoffmann. Aux frontières de l'Autre : territoire et appartenance en question (introduction). Cahiers de l'URMIS, 2019, Aux frontières de l'Autre : territoire et appartenance en question, 18. halshs-02932848

HAL Id: halshs-02932848
https://shs.hal.science/halshs-02932848

Submitted on 8 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers de l'Urmis

18 | 2019
Aux frontières de l'Autre : territoire et appartenance en question

Aux frontières de l'Autre. Territoire et appartenance en question

Grégoire Schlemmer et Odile Hoffmann

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/urmis/1606
ISSN : 1773-021X

Éditeur
Urmis-UMR 7032

Ce document vous est offert par Institut de recherche pour le développement (IRD)

Référence électronique
Grégoire Schlemmer et Odile Hoffmann, « Aux frontières de l'Autre. Territoire et appartenance en question », *Cahiers de l'Urmis* [En ligne], 18 | juillet 2019, mis en ligne le 15 juillet 2019, consulté le 16 juillet 2019. URL : http://journals.openedition.org/urmis/1606

Ce document a été généré automatiquement le 16 juillet 2019.

Les contenus des *Cahiers de l'Urmis* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Aux frontières de l'Autre. Territoire et appartenance en question

Grégoire Schlemmer et Odile Hoffmann

1 Au sens éthologique du terme, on peut définir le territoire comme une zone marquée et défendue ; c'est un espace approprié pour la survie et la reproduction. Les sciences sociales le conçoivent de plus comme un espace construit par de multiples formes de contrôle et d'appropriation : économique (c'est le lieu de production des ressources), juridique et politique (c'est le lieu de déploiement de la souveraineté), sans oublier l'investissement cognitif et affectif que les sociétés et les individus y projettent. Tant pour les morts qui y sont enterrés, les constructions qui y ont été bâties que pour les récits qui y localisent les événements passés, le territoire est souvent une zone de référence, un espace d'enracinement, un lieu de mémoire. Il forme ainsi une ressource précieuse, aux dimensions multiples, qui est façonnée par les humains qui y laissent une empreinte écologique réelle, mais aussi idéelle pour certaines populations pour qui, par exemple, la terre, c'est de la chair d'ancêtres[1]. Le territoire les façonne en retour quand les caractéristiques botanique, climatique, géologique, etc. de l'espace orientent les connaissances et les pratiques élaborées pour subvenir à l'alimentation, à l'habitat et à l'ensemble du mode de vie. Ce lien consubstantiel caractérise l'autochtonie au sens propre : le fait de « naître de la terre » et de devoir lutter pour la maîtrise d'un territoire. Il est souvent au cœur des revendications collectives et participe de ce fait aux discours politiques contemporains. Ce numéro des Cahiers est le fruit d'une réflexion collective sur cette articulation entre territoire et appartenance.

2 La réflexion fut menée dans le cadre de l'URMIS, en tant qu'axe de recherche constitué durant 4 ans sous l'intitulé *Mobilité, mémoire et rapport au territoire*, dans lequel plus d'une dizaine de personnes, chercheurs et enseignants de plusieurs disciplines et travaillant sur différentes parties du monde, ont échangé autour de cette thématique lors de plusieurs journées d'étude.

*

3 Ce travail s'inscrit dans une littérature déjà très vaste. Déjà, en 2000, Marie-José Jolivet éditait avec Philippe Léna un volume collectif autour d'un thème très proche : « Logiques identitaires, logiques territoriales »[2]. Ils y faisaient notamment un état des lieux de la littérature sur la question[3]. Depuis, de nombreux écrits ont été produits sur ces questions, prolongeant des approches ou s'orientant vers de nouvelles directions, en relation avec l'évolution du monde.

4 Si la thèse classique selon laquelle le contrôle de l'espace et du territoire conditionne et potentialise l'exercice du pouvoir[4] continue à être invoquée, les analyses récentes mettent tout particulièrement l'accent sur les dimensions violentes de l'appropriation — et cela peut-être en raison de l'importance qu'a prise le fait terroriste dans l'actualité[5]. La thématique du conflit et de la violence transparait aussi dans les études historiques centrées sur le territoire, alors approché par le prisme de la domination et du contrôle, tout particulièrement à travers la cartographie, outil colonial annonçant la lecture politique moderne du territoire[6]. Parmi les autres thèmes fréquemment abordés dans les études récentes sur le territoire, on retrouve, sans grande surprise, la nation et le nationalisme[7]. Mode central de souveraineté dans la modernité, la Nation, et tout particulièrement l'État-nation, restent les référents évidents de nombreux acteurs et auteurs contemporains pour expliquer leurs mondes; sans autre précision, pour beaucoup, le territoire par excellence reste le territoire national. Et la menace portée par des groupes faiblement territorialisés que sont les organisations qualifiées de terroristes, qui se moquent des frontières et peuvent semer la peur n'importe où, participe au questionnement de la souveraineté étatique et de la place centrale qu'y occupe le territoire, conçu comme espace de sécurité et de protection de ses citoyens. Le rapport Nation-territoire doit ainsi être replacé dans un contexte historique de fortes perturbations. La mondialisation, l'intensification d'un libéralisme radical, l'intervention croissante d'instances internationales dans les affaires locales et l'augmentation des flux migratoires, entre autres, sont autant de phénomènes qui, ensemble, redessinent les frontières de la citoyenneté et, parfois, celle des territoires eux-mêmes.

5 Souvent, ces transformations créent un sentiment de dépossession de souveraineté qui favorise un retour sur le local avec la formation de liens sociaux de proximité qui définissent, pour certains sociologues[8], un « capital d'autochtonie », voire un repli identitaire. Les travaux de recherche des années 2000 rendent compte d'un recentrement sur le proche (la France, l'Europe, le groupe d'appartenance), avec un questionnement sur la nation qui émerge à partir des territoires locaux. Ce questionnement se construit d'une part sur la notion de menaces à la Nation (par les structures supra-étatiques européennes, par la migration...), d'autre part sur des pratiques territoriales qui privilégient le local, l'enracinement, le patrimoine[9].

6 Ces perspectives sont en accord avec une vision, souvent implicite, selon laquelle on assisterait à un mouvement mondialisé caractérisé par le passage de groupes ancrés dans un territoire et définis par lui, détenteurs de patrimoines culturels localisés (les peuples autochtones, les classes populaires arrimées au territoire), à un phénomène généralisé de détérritorialisation des société humaines (les migrations, les élites mondialisées et mobiles). Dans ces modèles, le territoire, que ce soit à une échelle infranationale, nationale ou supranationale, apparait comme objet de menaces[10] et de conflits contre lesquels il faut se prémunir. La résistance à la dépossession et la perte de souveraineté passe par la défense du territoire. Dans le cas des collectifs reconnus comme « peuples autochtones », des textes internationaux (Convention 160 de l'OIT en 1989, Déclaration de

l'ONU sur les droits des peuples autochtones en 2007) viennent valider ces positions et accompagner les organisations locales dans leurs revendications qui mêlent les arguments territoriaux, sociaux et politiques.

*

7 Sans directement prendre le contre-pied de cette vision, c'est un regard décalé que nous souhaitons proposer. Les contributions réunies dans ce dossier se situent sur un temps long, loin de l'Occident, des villes et des discours convenus sur le territoire et le patrimoine. Elles ne se focalisent pas forcément sur l'échelle nationale et portent sur ce que l'on nomme parfois « le Sud » ou « les Suds », et sur ce qui forme encore une part essentielle de sa réalité : le monde rural. Pour autant, il ne s'agit pas, pour nous, de chercher un lien paradigmatique entre un groupe et un territoire mais au contraire, et c'est bien ce qui relie les différentes contributions de ce volume, de présenter des cas où le lien entre territoire et appartenance pose question. Les textes interrogent l'évidence, introduisent de l'incertitude et de la complexité là où on pourrait le voir naturel : des groupes ruraux anciennement constitués comme ensembles de gens apparentés, unis à un espace.

8 Car le lien entre territoire et appartenance n'est jamais évident ou univoque, et pas davantage les notions de *territoire* ou *d'appartenance*. Sous des apparences anodines, opèrent en effet des formes singulières de « faire territoire ». Parfois les territoires ne sont pas contigus mais fonctionnent en réseaux, non fondés sur des droits exclusifs mais sur des liens de coopérations et d'échange[11] ; parfois, un segment de population se constitue en groupe ethnique pour réclamer un territoire non pour se séparer, mais pour être mieux inclus dans l'État comme citoyen[12] ; parfois encore, des formes de reterritorialisation sont motivées par une quête identitaire de l'ordre de l'intime[13].

9 Ce numéro entend participer à cette analyse des diverses façons dont des groupes et des espaces se définissent de manière complexe et évolutive les uns par rapport aux autres. Les contributions proposent des interprétations élaborées suivant des prismes disciplinaires différents (géographie, anthropologie, histoire), sur des terrains issus de plusieurs continents (Asie, Afrique, Amérique), mais unis par une même exigence d'ancrage du propos sur des cas précis ayant fait l'objet d'une enquête approfondie.

10 Toutes combinent des ordres d'explication multiples (politique, juridique, économique, religieux) et font entendre des voix contrastées. Quel que soit l'acteur ciblé par la recherche, les travaux prennent en considération ses voisins et le, ou les, États qui les intègrent, mais aussi les ONG, les chercheurs, les entreprises multinationales, les organisations internationales, les peuples majoritaires, etc. Le dossier démontre que parler de *territoire* implique, toujours, de considérer une pluralité d'acteurs qui ont des conceptions, des perceptions et des pratiques variées d'un même espace. Il y a, pour les acteurs, obligation de négocier autour de ce qui est ou devient une ressource, le territoire [14]. Les appartenances ne sont pas plus stabilisées. Il y a mille façons de se nommer et de nommer l'autre, il n'y a pas d'autochtones sans allochtones, il n'y a pas non plus de catégorie homogène d'autochtones, ni d'allochtones, les indigènes d'hier sont les « originaires » d'aujourd'hui, l'ancestralité se décline au présent (voir l'article de M.-J. Jolivet sur la Guyane, dans ce volume), etc.

11 La complexité est d'ordre politique ou institutionnel mais aussi interne et endogène aux collectifs habitants, dans la mesure où il n'y a pas de vision unique du territoire par la ou

les population(s) qui l'occupe(nt). Le rapport à un territoire peut se décliner sous de multiples registres (territoire occupé, imaginé, exploité, revendiqué, etc.). Il est aussi être appréhendé à des échelles variées (de l'échelle du village à l'échelle supranationale) qui sont analysées, dans les travaux réunis dans ce dossier, dans leurs articulations et de manière précise, concrète : le trans-national y sera abordé à partir de zones frontalières par exemple (C. Médard sur l'Ouganda et G. Schlemmer sur le Laos, dans ce volume), le national à partir de son environnement marcorégional (M.-P. Ballarin sur Madagascar, dans ce volume), ou le conflit local à travers une lecture macro des arguments présentés par les acteurs (O. Hoffmann sur le Belize, dans ce volume).

12 De plus, les configurations sociopolitiques et culturelles élaborées sur des espaces accaparés de différentes manières, à plusieurs échelles, par plusieurs groupes différents, sont évolutives dans le temps, court ou long. Les contributions proposent toutes une approche diachronique, remontant dans le passé afin de mettre au jour des processus de construction plus ou moins conflictuels des articulations entre des populations et des espaces. Dans certains cas, les dispositifs anciens persistent et les configurations contemporaines résultent d'une accumulation par strates de diverses unités politico-territoriales (Laos, Ouganda), dans d'autres au contraire, de nouvelles unités apparaissent et élargissent l'éventail des registres de légitimation territoriale (océan Indien, Belize).

13 À partir d'une perspective spatio-temporelle élargie, les études mettent toutes en évidence des phénomènes de redéfinition des unités territoriales (recouvrement, dissociation), des formes d'appropriation et d'exploitation, des modes de contrôle et d'occupation (juridiques, économiques, symboliques, etc.) des espaces, au sein d'un groupe et entre groupes. Elles s'intéressent tout particulièrement aux modes de légitimation et de négociation de ces rapports territoire-appartenance. Les registres de légitimité qui sont invoqués (antécédence, conquête, usage, maîtrise rituelle et quelques autres) ne sont probablement pas infinis et ne sauraient se résumer à des processus conscients et stratégiques. Il y a dans les positionnements adoptés de l'ambivalence, des incertitudes et de la contingence, liées à des variations circonstanciées selon les acteurs, les contextes et les périodes.

14 Enfin, s'il est vrai que tout groupe occupe un lieu, le territoire n'est pas pour autant nécessairement primordial dans son rapport à l'autre (le voisin, l'ennemi) ni à lui-même ; un territoire peut se perdre, être de peu d'importance dans la construction d'un « nous » ; la territorialisation peut être inaboutie, ou résulter d'une imposition et participer de processus complexes d'assignation, identitaire, territoriale.

*

15 En détaillant les modalités particulières d'occupation, de contrôle et d'usage de l'espace, on aura montré d'autres façons de faire territoire, à partir de cas concrets. On aura parlé d'anciens esclaves, de militaires, d'éleveurs, de colons, de délégués de l'ONU, de chasseurs qui, autour de troupeaux affamés, de rites de possessions ou de multinationales, situés au cœur de pays ou entre des frontières, font apparaître des diasporas spectrales, des petits arrangements dans des parcs naturels, des autochtones venus d'ailleurs, des réserves créatrices d'ethnies et, au final, des formes de territorialisation et d'appartenance inventées, d'autres négociées, ou imposées.

NOTES

1. SCHLEMMER G., 2012. « Rituals, territories and powers in the Sino-Indian margins. Introduction » in SCHLEMMER G. (dir.) *Rituels, territoires et pouvoirs dans les marges sino-indiennes, Moussons*, N° 19, pp. 19-31.

2. JOLIVET M.J et LENA Ph. (dir.), Logiques identitaires, logiques territoriales, Autrepart Cahiers des sciences humaines n° 14. 2000.

3. JOLIVET M.J. et LENA Ph., 2000, « Des Territoires aux Identités », *in* JOLIVET M.J et LENA Ph. (dir.), Logiques identitaires, logiques territoriales, Autrepart Cahiers des sciences humaines n° 14, p. 5-16. Voir aussi, pour une approche géographique du thème, GUÉRIN-PACE, F. GUERMOND, Y., 2006, *Débat sur l'identité territoriale, L'espace géographique*, N° 4, tome 35.

4. Voir LACOSTE, *Y.* La géographie, ça sert, *d'abord, à faire la guerre*, Paris. Maspéro, 1976. RAFFESTIN CL. *Pour une* géographie du pouvoir. Paris, éd. LIT EC, 1980, 250 p. (collection « Géographie économique et sociale »).

5. TOFT, M.-D., 2003, *The Geography of Ethnic Violence: Identity, Interests, and the Indivisibility of Territory*, Princeton: Princeton University Press; COWEN, D., GILBERT, E. (dir.) 2008, *War, Citizenship, Territory*, London and New York: Routledge; SUART, E., 2009, *Terror and Territory: The Spatial Extent of Sovereignty,* Minneapolis: University of Minnesota Press.

6. BARROW, I. J., 2003, *Making History, Drawing Territory. British Mapping in India, c.1756-1905*, New Delhi, Oxford University Press; STRANDSBJERG, J., 2010, *Territory, Globalization and International Relations: The Cartographic Reality of Space* Palgrave Macmillan, New York; BRANCH, J., 2014, *The Cartographic State. Maps, Territory, and the Origins of Sovereignty* Cambridge, Cambridge University Press, 2014. Hoffmann, O. *British Honduras: The invention of a colonial territory. Mapping and spatial knowledge in the 19th century.* Belize: Cubola-IRD, 2014.

7. THUAL, F., 1999, *Le désir de territoire. Morphogenèses territoriales et identité*. Paris, Ellipse ; SASSEN, S., 2009, *Critique de l'État : Territoire, autorité et droits, de l'époque médiévale à nos jours*, Paris, Demopolis, 2009.

8. RENAHY, N., 2010 « Classes populaires et capital d'autochtonie Genèse et usages d'une notion », *Regards Sociologiques*, n° 40, pp. 9-26. RETIÈRE, J.-N., 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social Populaire », *Politix,* vol. 16, N° 63, pp. 121-143.

9. CONTE, E., GIORDANO, C., HERTZ, E., 2002, *Terre, territoire, appartenance, Etudes Rurales*, 163-164 ; BAUDIN, G., BONNIN, P., 2009, *Faire territoire*, Paris, édition Recherches ; ALPHANDÉRY, P., BERGUES, M., 2004, Territoire en questions, *Ethnologie Française*, vol 34, n° 1. ; BEREZIN M., SCHAIN, M. 2003, *Europe without Borders : Remapping Territory, Citizenship, and Identity in a Transnational Age*, Johns Hopkins University Press.

10. GAIMARD M., GATEAU M. et RIBEYRE F. (dir.), *Vulnérabilités et territoires*, Nancy, Kairos, 2018.

11. CHOU, Cynthia, 2010, *The Orang Suku Laut of Riau, Indonesia: The Inalienable Gift of Territory*. London and New York, NY: Routledge.

12. NG'WENO, B., 2007, *Turf Wars: Territory and Citizenship in the Contemporary State*. Stanford: Stanford University.

13. KIM, E. J. 2010, *Adopted Territory: Transnational Korean Adoptees and the Politics of Belonging*, Durham, NC: Duke University Press.

14. Pour le Mexique et l'Amérique centrale, voir HOFFMANN.O ET A.MORALES (coord.), *El territorio como recurso : movilidad y apropiación del espacio en México y Centroamérica*, San José Costa Rica : UNA-FLASO-IRD, 2018.

AUTEURS

GRÉGOIRE SCHLEMMER

Chargé de recherche, ethnologue, à l'Institut de Recherche pour le Développement, Urmis, IRD, CNRS, Université de Paris, Université Côte d'Azur, Paris, France

ODILE HOFFMANN

Directrice de recherche, géographe, à l'Institut de Recherche pour le Développement, Urmis, IRD, CNRS, Université de Paris, Université Côte d'Azur, Paris, France